

Unité départementale de Côte d'Or

Dijon, le 10/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



COOP. AGRI. ET VITICOLE BOURGOGNE DU SUD

ZI Beaune-vignoles
Route de Seurre
21200 BEAUNE

Références : 0005401061/2022-060

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/02/2022 dans l'établissement COOP. AGRI. ET VITICOLE BOURGOGNE DU SUD implanté ZI Beaune-vignoles Route de Seurre 21200 BEAUNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COOP. AGRI. ET VITICOLE BOURGOGNE DU SUD
- ZI Beaune-vignoles Route de Seurre 21200 BEAUNE
- Code AIOT dans GUN : 0005401061
- Régime : A
- Statut Seveso : Seuil Bas

Installation de stockage des grains,
Entrepôt des produits phytosanitaires,
Stockages des engrais.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Installations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Moyens de secours et d'intervention	Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article 35.2	/	
Moyens de secours et d'intervention	Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article Article 35.3	/	
Exercice incendie	Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article 36.3	/	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Classement des installations	Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article 3	/	
Périodicité exercices POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	
Moyens de secours et d'intervention	Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article Article 35.1	/	
Moyens de secours et d'intervention	Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article Article 35.2	/	
Moyens de secours et d'intervention	Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article Article 35.4	/	
Contrôles	Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article Article 36.3	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La préparation des exploitants à faire face à un évènement accidentel constitue un des piliers de la démarche de maîtrise des risques. L'inspection de l'établissement CAVBS vise à contrôler le caractère opérationnel des consignes de gestion d'une urgence au sein de l'installation. Cette inspection permettra également à l'exploitant de se positionner vis à vis des évolutions réglementaires concernant le plan d'opération interne (POI) exigible dès 2023 pour les établissements SEVESO SEUIL BAS.

Il ressort de cette inspection que la situation est perfectible : en particulier l'exploitant doit organiser les exercices incendie afin de fluidifier les actions de ses équipes. La connaissance des procédures ad hoc, des moyens disponibles et l'organisation de tests en situation réelle de l'ensemble des agents travaillant sur ce site est indispensable pour asseoir les

actions nécessaires en cas d'urgence.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Classement des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article 3
Prescription contrôlée : CLASSEMENT DES INSTALLATIONS
Constats : L'exploitant a fait la demande (par courrier adressé au Préfet du 21/12/2021) d'actualisation de classement du site de Beaune. Cette demande fait suite aux modifications de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment pour la rubrique 1510. En effet, l'arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.
Type de suites proposées : Sans suite, régularisation en cours

Nom du point de contrôle : Périodicité exercices POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Prescription contrôlée : Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.
Constats : Il a été rappelé à l'exploitant la nécessité de mettre en place un POI à partir de mois de janvier 2023. Selon l'exploitant l'élaboration de POI est en cours en parallèle de la mise à jour de l'EDD du site.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Moyens de secours et d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article Article 35.1
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les moyens de détection et d'alarme sont accessibles en permanence. L'ensemble de ces équipements dont dispose l'exploitant est constitué au moins de :</p> <p><u>pour le bâtiment de stockage de produits agropharmaceutiques</u> : d'un ensemble de 28 détecteurs ioniques d'incendie, d'un ensemble de 25 détecteurs optiques d'incendie, complété par la mise en place de détecteurs de fumées dans la cellule C2 suivant article 46 asservis aux alarmes sonores du site, et reliés à un organisme de télésurveillance.</p> <p><u>pour le local de charge de batteries</u> : d'un détecteur d'hydrogène relié à une alarme et déclenchant une ventilation mécanique. Ce détecteur doit être placé à distance de la zone de ventilation.</p> <p><u>pour le bâtiment de stockage des engrais</u> : détecteurs de fumées suivant article 46.</p> <p>Les détecteurs sont vérifiés au moins annuellement par un organisme compétent.</p> <p>En dehors des heures de travail, la centrale d'alarme transmet automatiquement un appel téléphonique d'alerte aux différentes personnes d'astreinte, dans un ordre de succession prédéfini. Une organisation, décrite dans une procédure, est mise en place pour garantir l'intervention d'une personne d'astreinte sur le site dans un délai maximum de 15 minutes suivant le déclenchement, et faciliter l'intervention des secours.</p>
<p>Constats : L'ensemble de détecteurs du site a été modernisé en 2018 par la société Siemens (bon de commande FE20180029VI R3 du 17/09/2018). La dernière vérification du système de détection, confirmant son bon fonctionnement, date du 24 septembre 2021.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Moyens de secours et d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article Article 35.2
<p>Prescription contrôlée : L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger, dont :</p> <ul style="list-style-type: none">- 1 borne d'incendie située entre 40 et 110 m des cellules de stockage ;- 1 borne d'incendie située dans l'enceinte de l'établissement ;- 1 installation de production de mousse, doté d'une réserve d'émulseurs de 200l, dans le local incendie du stockage agropharmaceutique ;- 1 colonne sèche normalisée dans les silos, munie de piquages à chaque étage et à chaque galerie supérieure des tours de manutention des appareils respiratoires à cartouche filtrante sont judicieusement répartis sur le site. <p>Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.</p> <p>Les cellules de stockage des silos béton fermées sont dotées d'un dispositif d'inertage à l'azote en cas d'incendie. [...]</p> <p>Constats : Les installations de protection contre l'incendie font l'objet de vérifications périodiques. Par sondage, les vérifications de :</p> <ul style="list-style-type: none">• la colonne sèche ;• du dispositif d'inertage à l'azote ;• la borne d'incendie ; <p>ont été contrôlées .</p> <p>Les vérifications effectuées par la société DESAUTEL et le suivi réalisé par l'exploitant dans le registre de sécurité n'appellent pas des remarques.</p> <p>Concernant l'installation de production de mousse, un suivi efficace de la durée de validité de produit de base (polyfoam) devrait être mise en place, afin de s'assurer que l'installation est toujours prête à fonctionner. Le renouvellement du produit devrait être suivi et programé en fonction de la durée de sa validité.</p> <p>Le dernier contrôle de cette installation date du 20 septembre 2021 et elle n'appelle pas de remarques.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : MOYENS DE SECOURS ET D'INTERVENTION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article 35.2
<p>Prescription contrôlée : [...]</p> <p>L'ensemble de ces matériels est accessible et utilisable en toute circonstance. Ils sont conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les moyens de secours publics.</p>
<p>Constats : Le déploiement des moyens d'intervention a été retardé, car le local abritant les mousses a été fermé et la clé n'était pas disponible immédiatement.</p> <p>L'ensemble de ces matériels est accessible et utilisable en toute circonstance (art 35.2 - Moyens matériels AP de 2007). L'exploitant doit réfléchir sur la pertinence de fermeture de la porte du local « mousse ».</p> <p>L'exercice incendie - voir les constats pour l'article 36.3 de ce rapport.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Moyens de secours et d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article Article 35.3
Prescription contrôlée : L'exploitant constitue une équipe de première intervention composée de personnes nommément désignées par l'exploitant et entraînées périodiquement à la lutte contre l'incendie et à l'utilisation des systèmes d'inertage et de production de mousse .
Constats : L'exploitant constitue une équipe de première intervention composée de personnes nommément désignées par l'exploitant et entraînées périodiquement à la lutte contre l'incendie et à l'utilisation des systèmes d'inertage et de production de mousse. L'équipe de premiers secours est composée de 2 secouristes du travail (STT en cours de validité) et de chef du silo. L'exploitant n'organise pas d'exercices incendie. Aucun suivi n'est mis en place.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Moyens de secours et d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article Article 35.4
Prescription contrôlée : L'exploitant établit, pour son établissement, un plan d'intervention en cas de sinistre. Ce plan définit, en fonction des scénarios de l'étude de danger, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires de lutte contre les sinistres et de secours dont il dispose compte tenu de la nature, de la consistance et des conditions de mise en œuvre des moyens de secours privés dont il s'est assuré le concours et des moyens de secours publics dont il a connaissance.
Constats : L'établissement dispose d'un schéma de la procédure d'alerte incendie durant les heures ouvrées et une procédure NOX et incendie heures non ouvrées (réf PRO Fert 24). Les actions à entreprendre dans le cas d'un incendie sont citées à la page 4 du schéma de la procédure d'alerte. Le schéma d'alerte précise qui réalise l'action mentionnée. Il est facilement exploitable. Il est accompagné d'une liste des téléphones d'urgence, d'une procédure d'appel des sapeurs pompiers et une consigne sur la communication extérieure. La procédure NOX et incendie heures non ouvrées précise le rôle de télésurveillance et gardiennage confié à la société Sécuritas. Le site est équipé d'une centrale d'appels automatisé qui se déclenche en cas de détection de l'incendie. Aucun des deux schémas, présentés le jour de l'inspection, ne contient d'inventaire des moyens de lutte contre incendie présent sur site. L'ensemble de procédures d'alerte d'incendie utilisées aujourd'hui doit évoluer vers un seul document POI en 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article Article 36.3
Prescription contrôlée : Les moyens matériels de lutte contre l'incendie et l'explosion sont maintenus en bon état. Ils sont vérifiés chaque année par un organisme compétent et indépendant. L'exploitant tient un registre de contrôle, d'entretien et de manœuvre des dispositifs de lutte contre l'incendie et l'explosion. Sur ce registre doivent figurer : <ul style="list-style-type: none">• les dates des visites de contrôle de ces dispositifs ainsi que les observations faites par les visiteurs et toutes les anomalies de fonctionnement qui seront constatées ; [...]
Constats : L'exploitant dispose d'un registre de sécurité, qui rassemble les vérifications des moyens de luttas contre incendie. Il n'appelle pas des remarque.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Exercice incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/06/2007, article 36.3

Prescription contrôlée :

[...]

Les dates des exercices effectués par les équipes de secours ainsi que toutes observations ayant trait aux interventions éventuelles ;

Un suivi formalisé de la prise en compte des mesures correctives suite à ces contrôles et exercices.

Ce registre doit être en permanence à la disposition des services publics de lutte contre l'incendie et de l'inspection des installations classées.

Constats : L'exploitant n'organise pas d'exercices incendie. Aucun suivi n'est mis en place.

L'Inspection a organisé un exercice incendie. Le sinistre simulé est : « incendie de la cellule C3 (dépôt des produits agropharmacétique inflammables). Le chef du silo est informé par l'inspecteur de l'environnement chargé de supervision de l'exercice, qu'un incendie s'est déclenché dans la cellule C3.

Chronologie des événements :

- 09h56 : déclenchement de l'exercice – information sur une probable incendie dans la cellule 3 est donnée ;
- 09h58 : le chef du silo lève le doute ;
- 09h59 : le chef du silo appelle les pompiers ;
- 10h03 : l'ordre de couper gaz et électricité est donné ;
- 10h04 : commencement de déploiement de moyens de lutte contre incendie (ouverture de locale de stockage de la mousse) ;
- 10h07 : les deux chariots avec polyfoam sont placés en face des ouvertures de la cellule 3 ;
- 10h09 : l'eau est connectée (essai mousse)
- 10h13 : évacuation du site est terminée.

Observation 1 :

Le chef de silo n'a pas suivi la procédure d'appel des sapeurs pompiers. Le rappel deux minutes après le premier coup de fil n'a pas été réalisé.

Observation 2 :

L'initiative de donner l'ordre de couper le gaz et l'électricité vient du responsable d'investissement, qui ne fait pas partie du personnel du site. Il est juste présent le jour de l'inspection. Les opérations sur le site doivent être organisées par le responsable du site (jusqu'à l'arrivée des pompiers) et non les personnes extérieures .

Observation 3 :

Le branchement de l'eau a été retardé par le manque de clé d'ouverture de la vanne. L'équipe de première intervention l'a oublié dans le local « mousse ».

Le personnel devrait s'entraîner afin de fluidifier l'intervention.

Les opérations sur le site doivent être menées par le responsable du site et non les personnes extérieures .

Non- conformité 1 – voir article 35.2

Le déploiement des moyens d'intervention a été retardé, car le local abritant les mousses a été fermé et la clé n'était pas disponible immédiatement.

L'ensemble de ces matériels est accessible et utilisable en toute circonstance (art 35.2 - Moyens matériels AP de 2007). L'exploitant doit réfléchir sur la pertinence de fermeture de la porte du local « mousse ».

Observation 4 :

Aucun tableau ne signale l'emplacement du point de rassemblement.
L'exploitant doit mettre en place le tableau indiquant le point de rassemblement.

Observation 5 :

Le fonctionnement de la centrale d'appel et de détection de fumée n'ont pas été testés lors de l'exercice.

Type de suites proposées : Susceptible de suites